

SERVICE APRÈS VOTE

ACTUALITÉS POLITIQUES ET CITOYENNES À PARIS

N°24 • JUIN 2018 • DANIELLESIMONNET.FR

Velib', SNCF... avec le privé, ça finit toujours par dérailler !

La gestion des Velib' par Smovengo est un fiasco. Depuis que l'entreprise a repris les vélos en libre-service, en trouver un de fonctionnel est devenu une mission impossible. En interne, les conditions de travail et de rémunération

récemment multiplié les comportements frauduleux dans la gestion privatisée du contrôle du stationnement. Une troisième filiale du groupe continue quant à elle à se gaver dans l'exploitation des parkings municipaux.

Le désastre aurait pu être évité si le service avait été municipalisé dès le lancement de Velib'. Une expertise se serait naturellement constituée grâce à la permanence d'un personnel qualifié et au maintien des effectifs. Ils auraient alors été en mesure d'assurer la continuité du service et de

s'adapter à l'évolution technologique des vélos. Deux décisions s'imposent, donc : la rupture du contrat avec Smovengo et la municipalisation du service Velib' !

Pareil destin attend la SNCF si la réforme prévue par le gouvernement est appliquée. Mise en concurrence et privatisation ne se traduiront à l'arrivée que par une diminution des effectifs de maintenance, une multiplication des accidents comme ça a été le cas en Grande-Bretagne et, enfin, par la fermeture des petites lignes dites "non rentables"... Soutenons les cheminots, mobilisés pour défendre notre service public ! ■



Illustration : Antoine Glorieux

sont tellement déplorables que les salarié-e-s ont décidé de se mettre en grève. À l'origine de ce ratage historique, une décision de la Mairie de Paris qui a ouvert la gestion des Velib' au privé via une procédure d'appel d'offre. Rien de tel pour encourager le moins disant social aux dépens de la qualité du service public. Résultats : problèmes techniques qui s'accumulent, nombre de salariés divisé par trois et, inévitablement, conditions de travail dégradées.

La situation actuelle n'est donc pas étonnante. Elle l'est encore moins quand on connaît le pedigree de Smovengo, entreprise issue d'Indigo, ex-Vinci Park. Sa filiale, Streeteo, a

REJOIGNEZ LA FRANCE INSOUMISE

Participez au mouvement citoyen de la France insoumise, avec Jean-Luc Mélenchon !

Pour rejoindre le mouvement et participer aux actions, rendez-vous sur le site

LAFRANCEINSOUMISE.FR

Rejoignez un groupe d'action près de chez vous !

Lutte contre les crimes et délits anti-LGBT

Le ministère de l'Intérieur recense les chiffres des crimes et délits anti-LGBT grâce à une bataille qui avait été menée par l'association Flag!. Le Conseil de Paris a voté à l'unanimité la demande de publication de ces chiffres pour Paris. Dans son rapport sur l'homophobie paru en mai 2017, l'association SOS homophobie a constaté une augmentation des cas de gayphobie de 15 %, de lesbophobie de 16 %, de biphobie de 48 % et de transphobie de 76 %. Plus que jamais, continuons la bataille contre toutes les formes de LGBT-phobies ! ■

CIO ET ONISEP

Non seulement, ce gouvernement veut instaurer la sélection à l'entrée de l'université avec la réforme «Parcoursup» mais en plus, il s'attaque aux Centre d'information et d'Orientation et à l'ONISEP. Le Conseil de Paris s'y oppose ! ●

Centre d'Information et d'Orientation

EN LUTTE



JUSTICE CLOCHARDISÉE

La justice manque terriblement de moyens. Et le gouvernement va encore empirer cela en supprimant les tribunaux d'instances, situés dans les mairies d'arrondissement. Quel mépris pour la justice de proximité, celle qui juge des petites affaires des gens ! ●

KIOSQUIERS

Lors des changements de kiosques, les kiosquiers ne pouvant pas travailler parfois durant 3 semaines seront indemnisés. C'est certes insuffisant. Mais c'est une première victoire arrachée. ●

NOUS NE SOMMES PAS DES « CONSOMMATEURS DE PRODUITS CULTURELS » !

Hidalgo feint de se distinguer de Macron en voulant « rendre chaque Parisien acteur de la culture plutôt que consommateur de produits culturels ». Mais dans les faits, c'est l'inverse. Elle continue de concentrer les investissements sur quelques gros établissements aux dépens des petites structures. Et, après le faux cadeau de Jeff Koons, la Mairie et l'Etat déroulent le tapis rouge aux oligarques français de Pinault à Arnault, multipliant les « Fondations » payées par nos impôts et le recours au mécénat qui leur permet de bénéficier de 66% de ristourne fiscale ! Dans le même temps, des dispositifs comme CASCAD

porté par l'association Cemaphore, qui oeuvrait pour l'accessibilité de la culture aux personnes en situations de handicap, ne sont plus financés !

Au contraire, l'objectif de notre politique culturelle devrait être de concourir à l'émancipation : permettre les rencontres avec toutes les formes de langages culturels, diversifier les publics et les pratiques, banaliser la culture dans tous les lieux de vie, accompagner les créations en soutenant les lieux et les créateurs, décloisonner et mettre en débat toute « réception culturelle » comme toute programmation culturelle ! En République, l'art, comme la culture, sont publics ! ■

“En Marche” s’attaque au logement social



Illustration : Antoine Glorieux

Les élus macronistes parisiens ont défendu à ce Conseil de Paris une proposition de casse du logement social, 100% libérale, dans le strict héritage de Thatcher : ils souhaitent défendre la vente chaque année de 1% du parc social de Paris. Ce type de manoeuvre est prévue dans la loi logement actuellement débattue au Parlement, et défendue par le gouvernement. C'est un non sens complet : On manque de logements sociaux à Paris, comme en témoignent les

plus de 200 000 demandeurs en attente ! La ville devrait au contraire amplifier les préemptions dans le diffus pour inverser l'exode des couches populaires et moyennes du salariat. Et le gouvernement devrait enfin instaurer un encadrement à la baisse des loyers et du foncier !

La République en marche est aussi antisociale à Paris qu'au gouvernement : son projet pour Paris c'est la casse du logement social pour faire de Paris un « ghetto de riches » ! ■



Danielle SIMONNET
Conseillère de Paris

Élue au Conseil de Paris et oratrice nationale de la France insoumise, **Danielle Simonnet** vous informe chaque mois sur l'actualité politique et citoyenne à Paris.

Retrouvez toutes ses interventions sur

DANIELLESIMONNET.FR

contact@daniellesimonnet.fr

@Simonnet2

Danielle Simonnet

Contactez votre élue militante de terrain. La voix de l'opposition citoyenne qu'elle incarne ne peut avoir de portée que si elle s'appuie sur des citoyens vigilants et mobilisés.

JO 2024

(DÉJÀ) 500 MILLIONS D'EUROS DE DÉPASSEMENT PRÉVUS

La facture pour les JO 2024 est de plus en plus salée : 1,5 millions d'euros pour un voyage à Lima, et 270 000 euros par an, soit 22 500 euros par mois, pour le salaire de M. Estanguet ! Au total, un rapport estime que les dépassements pourraient atteindre 500 millions d'euros ! Et encore, 500 millions prévus avant même le premier coup de pioche ! Il est possible que cette somme explose encore. Et que prévoit le contrat qui lie Paris au CIO ? Que tout dépassement sera pris en charge par les pouvoirs publics, donc par les contribuables ! ■